

Vie scientifique

« Agora 2020. Vivre, habiter, se déplacer en 2020 : quelles priorités de recherche ? »

Compte rendu de document (MEDAD, 2008)

Denis Martouzet

Professeur en aménagement de l'espace et urbanisme, UMR 6173 CITERES, Université de Tours, 33 allée Ferdinand-de-Lesseps, 37200 Tours, France

Ce document¹ est la synthèse des résultats de la démarche Agora 2020, qui a consisté en un exercice visant à mettre en évidence la demande sociale de recherche et à définir les priorités de recherche à 10-20 ans dans les domaines de la ville, des territoires, des transports, de l'habitat, des risques et de la connaissance des milieux. Cette démarche a été éminemment collective puisqu'elle s'est appuyée sur la consultation, entre 2004 et 2006, de près de 700 personnes représentatives des institutions de la recherche, des entreprises, des collectivités locales, de l'État, des associations et du grand public. Cette initiative, lancée en 2003 par le ministère de l'Équipement, a ensuite été menée par le ministère de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement durables.

Cet impressionnant volume, de plus de 500 pages, est néanmoins allégé par une mise en forme très agréable, aérée, qui alterne textes très clairement structurés, tableaux récapitulatifs, graphiques statistiques et figures illustratives du propos et/ou de la méthode suivie sur tel ou tel point ; il mobilise aussi des données de cadrage provenant de sources diverses.

Le travail accompli a abouti à une proposition de programmes de recherche prioritaires et à un diagnostic

Auteur correspondant : denis.martouzet@univ-tours.fr

¹ Bain, P., Maujean, S., Theys, J., avec les contributions de R. Barré, P. Chapuy, D. Drouet, F. Farhi, 2008. *Agora 2020. Vivre, habiter, se déplacer en 2020 : quelles priorités de recherche ?* La Défense, Ministère de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement durables, Direction de la recherche et de l'animation scientifique et technique, Centre de prospective et de veille scientifique et technologique (<http://www.recherche-innovation.developpement-durable.gouv.fr/> [dossier Agora 2020, rapport final]).

prospectif des relations existantes et à construire entre la société et la recherche, dans les domaines de l'espace, des territoires – notamment concernant la ville –, en tenant compte de leurs modes de fonctionnement actuels, mais aussi des évolutions à craindre ou à promouvoir. La dimension « développement durable » est fortement présente.

Le document est composé de quatre grandes parties (« La méthode » ; « Les résultats de la consultation » ; « Des questions à la recherche aux questions de recherche » ; « Positionnement de la recherche et stratégies de réponse »), soit au total une douzaine de chapitres d'inégale importance. L'objectif est extrêmement ambitieux et les résultats donnent matière à réflexion.

Attentes, enjeux, ruptures...

En termes de connaissances, l'apport essentiel de cet ouvrage réside dans le caractère à la fois global et précis de la description de la situation actuelle de la recherche en France sur les thématiques abordées. On notera favorablement le nombre d'entrées, les catégorisations faites qui visent la plus grande clarté, par secteurs d'activité, par thèmes transversaux, par axes de recherche précurseurs, etc. De même, les attentes, les enjeux, les besoins des différentes catégories de partenaires concernés sont exposés en détail.

Ainsi, pour ne donner que quelques exemples, on apprend que les besoins du public portent essentiellement sur l'accès à la ville (logement, transport, services de proximité), alors que ses préoccupations récurrentes sont l'incivilité, l'insécurité, l'inhumanité et l'« inurbanité »

des villes. Quant aux enjeux, l'idée forte soutenue par les experts est qu'ils sont exogènes, c'est-à-dire que les leviers d'action ne sont pas principalement dans le champ même défini par le problème à aborder (hormis en ce qui concerne l'observation de la terre et la connaissance des milieux). Deux de ces enjeux sont unanimement considérés comme prioritaires par les experts : l'environnement et la mondialisation.

En dépit du foisonnement des entrées, la présentation d'ensemble est très ordonnée : chaque programme de recherche est ainsi clairement positionné, d'autant plus que les axes de recherche précurseurs, pouvant préfigurer des futurs programmes, sont évalués en termes de faisabilité et d'offre de recherche. De plus, ces axes émanent d'une réflexion sur les tendances actuelles et à venir de la société (examinées classiquement en termes de ruptures et de continuités), plus que d'un simple instantané. Cette posture permet de positionner ces tendances en fonction de la probabilité de la rupture et de l'importance, parfois controversée, des impacts auxquels tout ou partie des experts s'attend. Cinquante ruptures sont répertoriées : elles sont regroupées autour de sept thématiques (ruptures démographiques, géopolitiques, économiques, institutionnelles, territoriales, énergétiques-environnementales et technologiques) et classées en six familles, selon leur probabilité d'occurrence et leur impact potentiel : l'épuisement des ressources pétrolières ou le changement climatique avéré et accéléré se voient ainsi attribuer une probabilité et un impact potentiel forts, tandis que les nouveaux concepts de villes (sous-marines, off shore, villes-tours) ont une probabilité et un impact considérés comme faibles.

Axes de recherche et recommandations

Par ailleurs, si le lien entre recherche et société est d'entrée de jeu présenté, de façon un peu idéale, comme la possible mise en avant d'un contrat social d'un nouveau type, il est néanmoins abordé de deux façons pratiques complémentaires : premièrement, ce que demande la société (d'où l'exercice prospectif tel qu'il a été mené) ; deuxièmement, ce que peut réaliser le système de recherche français, comparativement à ceux d'autres pays (en se référant à des exercices d'évaluation de la recherche menés par ailleurs). Le bilan brossé – qui va, par exemple, jusqu'à donner des indications quantitatives sur le personnel du Réseau scientifique et technique du MEEDDAT² par

² Le Réseau scientifique et technique (RST) est un organisme, rattaché au ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire (MEEDDAT), qui a pour vocation de produire les connaissances scientifiques et techniques nécessaires à l'action publique, dans les champs du transport, de l'urbanisme, de l'aménagement, du génie civil, de l'habitat, mais aussi en matière d'environnement, de prévention

grand secteur d'action public – ouvre sur les orientations qui sont présentées dans la quatrième partie de l'ouvrage.

Cette partie, « Positionnement de la recherche et stratégies de réponse », propose une « cartographie » de la recherche en caractérisant des axes précurseurs et en déterminant des programmes prioritaires, et débouche sur quatre recommandations assez (voire peut-être un peu trop) générales : étendre la veille scientifique et technique à la veille sociétale ; donner une place aux usagers dans la gouvernance et la programmation scientifique ; organiser la structuration de cette programmation en collèges, dont l'un serait spécifique au grand public, un autre aux « porteurs de long terme » ; enfin, s'inspirer du « modèle » suisse qui met l'accent sur la coconstruction et la formalisation des questions de recherche et sur leur évaluation *ex post* par les chercheurs eux-mêmes.

Cette « cartographie » de la recherche précise, entre autres, la part relative des trente et une disciplines de l'Observatoire des sciences et des techniques³ : la primauté va à la géographie et à l'aménagement, puis viennent les sciences économiques et de gestion, et enfin la sociologie. Elle peut se lire à deux niveaux : une approche globale du paysage ainsi décrit, objectif principal des auteurs, et une approche « micro », que l'on peut présenter à partir d'un exemple, celui de l'axe précurseur intitulé « Critères de l'attractivité et de la qualité de vie urbaine ». On apprend ainsi que l'offre actuelle de recherche sur ces questions est relativement faible, alors que les demandes du grand public et de la sphère socioéconomique sont fortes (voire très fortes). L'offre apparaît donc insuffisante : la situation des chercheurs travaillant déjà sur cet axe semble favorable, mais les nouvelles opportunités sont peu nombreuses. De plus, la faisabilité scientifico-technique est jugée faible par les experts, du fait de la complexité des questions sous-jacentes et de la difficulté institutionnelle et méthodologique à développer des approches systémiques et interdisciplinaires innovantes dont la recherche française est peu coutumière.

Le tableau synthétique de la page 411 propose une arborescence positionnant chacun des soixante-quinze axes précurseurs en fonction de la demande, de la faisabilité et de l'offre, ce qui conduit à définir quatre grandes familles : les « pépites » – sur lesquelles est évidemment mis l'accent –, comme l'évaluation des vulnérabilités aux événements catastrophiques, l'adaptation du bâti et

des risques, de connaissance de la terre et dans les domaines des espaces marins et littoraux et des phénomènes météorologiques.

³ L'Observatoire des sciences et techniques (OST) est un groupement d'intérêt public (GIP) dont la mission principale est de concevoir et de produire des indicateurs quantitatifs et comparatifs sur les activités scientifiques et technologiques des acteurs de la recherche et du développement. Il est composé de cinq ministères, de huit institutions de recherche et de deux associations représentant, l'une les universités, l'autre les entreprises.

des zones urbanisées au changement climatique ou la structuration des « métapoles » dans une perspective de développement durable ; les « évidents », comme l'habitat économe en énergie ; les « recherches sans pression », comme l'avenir du transport à grande vitesse ; les « dilemmes stratégiques » – cette dernière famille étant celle dans laquelle entre l'exemple développé précédemment. Cependant, et bien que de très nombreux autres points soient portés à la connaissance du lecteur, chaque spécialiste dans son domaine restera nécessairement un peu sur sa faim : le document, aussi important soit-il, est et reste une synthèse qu'il conviendra de valoriser, ce qu'enviesagent les auteurs, mais surtout de développer point par point.

Un exercice de prospective réussi

Les aspects relatifs aux questions de méthode inervent l'ensemble du propos, au-delà même de la première partie de l'ouvrage, dont c'est l'objet spécifique. Il s'agit avant tout du croisement de la demande en matière de recherche et d'une offre réelle et potentielle, autrement dit des moyens à mettre en œuvre. La réflexion menée est éminemment interdisciplinaire, si l'on tient compte des différentes thématiques abordées : cela va de l'aménagement aux neurosciences en passant par les nanotechnologies et l'anthropologie ; chaque discipline est évaluée en fonction de la mobilisation qui peut en être faite dans chaque axe précurseur. La méthode utilisée relève de l'expertise-diagnostic de type socioéconomique et politique et elle est très nettement ancrée dans le cadre des sciences humaines et sociales. On pourra regretter que la catégorisation poussée, inhérente à ce type d'exercice, rende difficile le positionnement

précis des questions de recherche qui, pour beaucoup, sont transversales à certains de ces axes, qui eux-mêmes sont ou peuvent être traités de façon transdisciplinaire.

En conclusion, si l'objectif premier de cet ouvrage est de préciser quelles peuvent/doivent être les orientations à donner à la recherche sur le plan des « métadécisions » politiques, il permet aussi à chaque chercheur de mieux positionner ses travaux et ses projets dans un paysage de recherche, sur cette thématique sociospatiale large, particulièrement bien décrite et dont l'évolution à venir est présentée de façon fort convaincante : savoir si ce sur quoi on travaille est l'objet d'enjeux transnationaux ou non, si le contexte est soumis à une rupture ou non, si l'impact de cette rupture sera important, si la thématique fait l'objet de nombreuses recherches ou non, avant même que des orientations soient précisées par des donneurs d'ordre, devrait permettre, à l'échelle individuelle ou des organismes de recherche, de se positionner de façon plus efficace pour répondre aux demandes sociales et socioéconomiques.

Cela dit, un tel exercice de prospective est, malgré et du fait du niveau de détail restitué, un exercice périlleux – mais ici réussi – et l'on en veut pour preuve le fait que les auteurs ont multiplié les entrées méthodologiques jusqu'à atteindre les limites mêmes de la démarche. Cet exercice prospectif a – et c'est souligné par les coordonnateurs de l'ouvrage – les défauts et les qualités relatifs à l'ambition poursuivie : le paysage de la recherche sur la thématique « Vivre, habiter, se déplacer » sur le plan national est très bien brossé. Les déclinaisons par axes, thèmes, familles, etc. sont d'une exhaustivité rare. Tout lecteur concerné directement ou indirectement par la recherche, à quelque niveau que ce soit et quelle que soit sa position institutionnelle, y trouvera de quoi alimenter sa réflexion.